

« RÉVOLUTION SOCIALISTE » : DÉJÀ LA MÉNOPAUSE !



Editorial

DELORS a dit qu'il fallait souffler un coup. Comme quel qu'un, gravissant une montagne à l'assaut des neiges éternelles, s'arrêtant un moment, se retournerait pour contempler le chemin parcouru, histoire de se remonter les mécaniques pour poursuivre jusqu'au but suprême ! Mais Mauroy — c'est le chef — a dit que rien n'arrêterait le gouvernement dans sa volonté de changement, que la nouvelle majorité avait les moyens pour cela. Pourquoi les ordonnances, alors ?, se demande le passant incrédule. Pourquoi employer des solutions d'exception quand on a la majorité absolue et quand, de plus, on affirme que rien ne saurait arrêter l'élan irrésistible annoncé en mai par le départ de Giscard ? A moins que la solution du jeu soit dans l'évidence ainsi énoncée : Mauroy et Delors sont les deux faces d'une même pièce. D'un côté, un homme responsable affirme qu'il faut faire la pause, de l'autre, un leader officiel dit qu'on continuera, coûte que coûte... mais tranquillo !

Du tout vu, ma main droite ignore ce que fait la main gauche. C'est tout compris, diront les esprits « chagrins » dont nous faisons partie. On freine tout en disant qu'on ne freine pas. Les quelques réformes dans le cadre du système semblent déjà trop.

En observant cette volte-face, on sourit en se rappelant l'affiche servant de toile de fond à la dernière conférence de presse de Le Pen : une rose coupée de façon sanglante par une faucille sombre. L'extrême-droite brandit les épouvantails : attention, ils en veulent à nos sous ! S'il s'agissait de l'argent des capitalistes, repris à ceux-ci et distribué à ceux qui produisent les richesses, les travailleurs, nous, les anarchistes, on applaudirait des deux mains. Mais il s'agit de beaucoup moins de mesures immédiates dans le cadre du capitalisme d'Etat, miettes abandonnées aux travailleurs pour que, tranquilisés « globalement », ils ne troublent pas la valse des profits capitalistes.

Quand Valéry Giscard d'Estaing et la droite étaient au gouvernement, la chose était entendue : la politique du pouvoir visait à faire payer aux travailleurs les frais de la crise, à baisser leur pouvoir d'achat, pour pouvoir avoir des sous pour investir ! Maintenant que la gauche est au pouvoir, que veut-elle vraiment ? Veut-elle construire le socialisme à petits pas, incluant quand elle le pourra des mesures répondant aux intérêts des travailleurs, ou veut-elle gérer les affaires de la droite tout en préservant les intérêts propres de la « caste PS » ?

L'intervention de Fillioud auprès de TFI, il y a une semaine, semble donner le ton à l'action du gouvernement : « C'est moi qui définit ce qui est bon pour les téléspectateurs. Comme le PS a été élu largement aux rênes de la nation, ce que nous décidons est bon. On doit nous faire confiance. »

Les syndicats, dans leur ensemble, ont condamné le coup de patte ministériel ; à noter tout de même que les journalistes CFDT mettent plus en avant le fait que le débat soit au grand jour, que la bétise de Fillioud...

Faut dire que la centrale du square Monthonlon suit pas à pas les coups de frein gouvernementaux. Il n'y a qu'à penser aux positions actuelles sur le nucléaire. Comme le disait *Le Canard enchaîné* : la CFDT jette l'éponge !

Le gouvernement « dégelant » la plupart des constructions nucléaires, ce ne sont ni la CGT, ni FO qui vont, sur ce point, lui mettre des bâtons dans les roues. Un ange gouvernemental élu a-t-il décidé que le nucléaire était bon pour les Français ? Les antinucléaires devenant des fous dangereux, a-sociaux : faut toujours trouver un bouc-émissaire, un élément déstabilisateur à montrer du doigt pour que les rangs se resserrent et que les discussions cessent. Tout comme l'affaire du camp Clauzel qu'une machination attribuait à Rouillon, voulant rallumer l'affaire de Condé-sur-Escaut... Les hors-la-loi, complices objectifs de la droite, ça serait un bon coup d'agit prop pour la gauche parlementaire...

Nous, anarchistes, au milieu de ce marasme parlementaire, avons à être présents partout où les travailleurs s'organisent et se battent. Nous avons à proposer une autre voie vers le socialisme que celle qui consiste à s'emparer de l'Etat et de ses rouages. Le socialisme sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, proclamons-nous depuis près de deux siècles, c'est plus que jamais à l'ordre du jour. Les travailleurs ont à agir selon leurs propres intérêts, non à attendre des ordonnances, socialistes ou autres. Il nous appartient, par notre engagement militant, de proposer une alternative au parlementarisme interclassiste.

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN — YEZEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE — CANNES
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE — VALENCIENNES
 OISE : CREIL — BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION
 TOULOUSAIN
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALAISEAU
 — ORSAY-BURES
 — RIS-ORANGIS
 — VILLEJUIF

BANLIEUE EST

— GAGNY, NEUILLY-sur-NARNE,
 CHELLES
 — MONTREUIL, ROSNY
 — BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

— NANTERRE — LA DÉFENSE
 — HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 — DOMONT
 — ARGENTEUIL, COLOMBES
 — SEVRAN, BONDY
 — DEUIL-MONTMAGNY

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
 — LIAISON DES CHEMINOTS
 — CERCLE INTER-BANQUES
 — LIAISON ORTF
 — LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hémin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles
 OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Quimper, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Chatelleraut, Angoulême
 CENTRE : Blois, Châteaoux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban
 RHONE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
 CORSE : Ajaccio
 LA REUNION : liaison anarchiste
 GUADELOUPE : Basse-Terre

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Palette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe l'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinol c/o BP 7, 80330 Longueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Brame à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaud, tous les jeudis de 19 à 20 h.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
 Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
 Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23). 80.17.09).
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 h.
 Groupe F.A. de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 h, place de la République, à Limoges.
 Groupe d'Angoulême : le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.
 Groupe Fernand-Planché (Clermont-Ferrand) : le mercredi soir, à partir de 18 h, au 8, rue de l'Ange, Clermont-Ferrand.
 Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) — tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du département de l'Orne (région de Flers), intéressés par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec le groupe de Flers-la-Ferté-Massé en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe du 10^e arrondissement de Paris informe ses sympathisants qu'il tiendra ses réunions tous les mardis soir de 17 h 45 à 19 h à Publico.

Le groupe Kropotkine (Argenteuil) convie l'ensemble des anarchistes de la région à une réunion, le samedi 12 décembre à 15 h, à la salle A. Croizat (21, rue Defresne-Bast à Argenteuil).
 Ordre du jour : campagne de soutien au Monde libertaire à 12 pages et campagnes du groupe.

VENTES DU MONDE LIBERTAIRE

La liaison d'Angoulême vend le Monde Libertaire tous les dimanches matin, à partir de 10 h 30, au marché couvert.

Le groupe FA Albert Camus de Toulouse vend tous les dimanches matin de 10 h 30 à 12 h le Monde libertaire au marché Saint-Sernin.

Des militants de la FA de Savigny-Chilly assureront tous les dimanches matin, de 9 h 30 à 11 h 30, une vente du Monde libertaire, au marché de Chilly-Mazarin.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du Monde libertaire : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h ; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 h à 11 h 30.

A l'occasion de la sortie du Monde libertaire à 12 pages hebdomadaires, un tract fédéral vient d'être tiré.

Il est disponible à Publico au prix de 17, 50 F les 500 exemplaires (frais de port compris pour la province).

Permanences antimilitaristes

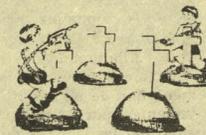
Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

N'OFFREZ PAS AUX ENFANTS



DES JOUETS QUI APPRENNENT A TUER

FEDERATION ANARCHISTE
 145 rue Amélot 75011 Paris Tél. 805.34.08

Le groupe d'Amiens vient d'éditer cette affiche
 Prix : 2 F l'unité
 0,45 F à partir de 10 ex. (frais de port compris)
 (format : 39 x 56)

BAS-RHIN

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste participera le vendredi 11 décembre 1981 (de 19 h à 1 h) au festival Eco-folk de Bischwiller, foyer Saint-Léon à Bischwiller. Stand d'information sur l'anarchie et intervention par exposé de nos objectifs et moyens.

PARIS

Les groupes E. Varlin et L. Michel de la Fédération anarchiste organisent le 15 décembre, à 20 heures, au 72, avenue Félix Faure, Paris 15^e, une réunion-débat sur le thème : *Apport de l'anarchisme et du marxisme au mouvement ouvrier*. Avec la participation de Maurice Joyeux, Jean Bancal et Daniel Guérin.

Soutenez Le Monde Libertaire
 Souscrivez

BAS-RHIN

Des militants de la liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste ont réalisé une émission sur le thème : *Guerre : maladie sur radio libre Dreyekland (Nord-Alsace)*, le vendredi à 19 h 45 (100 à 104 MHz), durant six semaines, à partir du 20 novembre 1981.

Sommaire

PAGE 1
 Editorial
 PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En bref
 Amis lecteurs
 Meeting en Basse-Loire
 Université Paris VIII
 A l'Est, du nouveau
 PAGE 4
 Le Pellerin

Chooz
 Golfech
 PAGE 5
 Rapport Moinot
 Répression syndicale...
 PAGE 6
 Informations Internationales
 PAGE 7
 Livres, spectacles...
 PAGE 8
 LA Pause, coucou... la revolià
 La manifestation du 5 décembre



Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 145 rue Amélot 75011 Paris Tél. 805.34.08
26 n°	95 F	110 F	150 F	
52 n°	180 F	210 F	280 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville Pays
 à partir du N° (inclus)
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Règlement (à joindre au bulletin) :
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

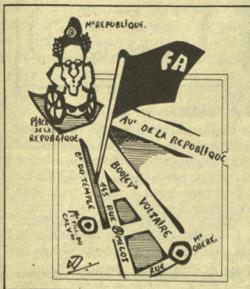
Le 1^{er} décembre, un certain nombre de radios libres, à l'initiative de Radio-Gulliver et Radio-Mystère, ont occupé les locaux de Radio-Cosmos. Cette action a été justifiée par le comportement de « Cosmos » qui, depuis le 3 novembre, s'est mise à émettre un message sans fin sur 95,45 MHz, brouillant ainsi Radio-Gulliver et Radio-Mystère. Celles-ci ont, durant un mois, tenté de négocier avec « Cosmos », mais, devant la fin de non-recevoir à laquelle elles se sont heurtées, elles ont décidé de passer à l'action. Le 3 décembre, ces radios libres ont organisé une conférence de presse pour expliquer leur action et relancer le débat entre radios sur l'attribution des fréquences. Selon Radio-Gulliver, il faut mettre fin au désordre ! Et, puisque « le gouvernement a toléré le développement des radios libres, c'est à lui de mettre de l'ordre ! » Par conséquent, la commission gouvernementale doit rapidement statuer. Et vive la liberté des ondes... mais sous le contrôle de l'Etat !

Esquisse, revue poétique et littéraire d'expression libertaire. Le numéro 4-5 vient de sortir. Pour toute commande, l'Espaventa, BP 20, 83320 Carqueiranne. Abonnement : 30 F (3 numéros).

UN SERVICE RÉGULIER ET PRATIQUE : L'Abonnement

Un compagnon recherche les numéros suivants du *Monde libertaire* : 1, 23, 26, 30, 34, 41, 42, 44, 51, 88, 91, 143, 159, 174, 177, 178, 181, 188, 189, 190, 199, 207, 210, 211, 217, 150 et 277, ainsi que les fascicules de la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus, du numéro 268 à 600 (sauf 506 et 509). Faire vos propositions à Publico qui transmettra.

Jean-Pierre Bochereau avait été radié des cadres de la fonction publique le 16 octobre 81, pour avoir manifesté, par le renvoi de son livret militaire, son objection de conscience, ainsi que son refus de toutes les armées. Il a obtenu sa réintégration aux PTT en août 81, suite à la loi portant sur l'amnistie. Ce geste semble laisser croire que les renouveaux de livrets militaires ne seront plus poursuivis jusqu'à la nouvelle loi sur le statut d'objecteur. Les insoumis, quant à eux, continuent d'être poursuivis et emprisonnés.



Amis Lecteurs

LA campagne pour permettre la sortie du *Monde libertaire* à 12 pages bat son plein. Collages d'affiches, distribution de tracts et d'invidus s'effectuent.

Virements automatiques et souscriptions prouvent que l'augmentation de pagination de notre journal est souhaitée, non seulement par les militants de la Fédération anarchiste, mais aussi par les lecteurs du *Monde libertaire*. Dans les semaines à venir, nous devons renforcer nos efforts pour que le 28 janvier 1982 naissent quatre pages supplémentaires hebdomadaires. Pour atteindre cet objectif, nous devons réunir 100 000 francs, car chaque semaine, ces quatre pages nous coûteront 2 500 francs. En rassemblant cette somme, nous assurons à notre journal sa nouvelle parution pendant 10 mois.

En cette « traditionnelle » période de cadeaux, vous pouvez également soutenir Publico en venant y acheter des livres et des disques. Offrir un livre, c'est aussi transmettre un cri de révolte ou faire partager le plaisir que l'on a rencontré. A la librairie, vous trouverez des ouvrages sur le mouvement ouvrier et anarchiste, les écrits de base de nos théoriciens, mais aussi des romans, récits de voyages et d'études ethnologiques. Connaître les luttes, les tentatives ou réalisations, pour construire une société libre, sans dieu ni maître. Comprendre pour transformer.

Sur demande, nous vous enverrons un catalogue des publications disponibles à Publico, plus de 2 000 titres. Toute commande concernant ces ouvrages sera traitée dans les 24 heures. Propager nos écrits, notre culture, c'est semer nos idées pour la récolte prochaine.

Pour soutenir *Le Monde libertaire* : souscrivez, abonnez-vous !

Pour répandre nos propositions, faites connaître l'adresse de notre librairie !

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

Souscriptions et virements automatiques

SOUSCRIPTIONS :

BERRAUD Jean-Pierre 20 F; VERLHAC Jean 215 F; COSAVER Marcel 20 F; TOURFILLLES Raymond 20 F; Anonyme 100 F; PELTIER Michel 100 F; TEYSSIER Daniel 20 F; VERDIER Philippe 70 F; LOIACONO Luciano 20 F; FAVRE Jean-Louis 70 F; Liaison Angoulême 100 F; THIERRY Henri 70 F; LAFOSSE 20 F; ALLIGNE Isabelle 100 F; DIOT Bernard 70 F; LOPEZ Jean 16 F; BOSQUI Fant 16 F; FOURNEL Alain 70 F; Wally 60 F; EMERIAU Guy 70 F; AUZANNEAU Georges 320 F; BERTHELIN Brigitte 70 F; DELANGE Marie-Louise 120 F; TIRONE Proudhon 100 F; FARCY Lucien 25 F; PUBLICO 350 F.
TOTAL (depuis le 2/11/81) : 2 232 F.

VIREMENTS AUTOMATIQUES MENSUELS :

Gr. d'AUBENAS 200 F; PIETERS Serge 50 F; Liaison ANIZY 100 F; BRUNET Jean-Marie 50 F; LE GUEN Alain 50 F; Gr. FRESNES-ANTONY 300 F; GIRAUD Jean-Pierre 300 F; HUREZ Daniel 25 F; Gr. SACCO-VANZETTI 550 F; CARAMARO Gérard 30 F; PEYRAUT Yves 100 F; RÉMOND Jacques 100 F; MAY Françoise 50 F; FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F; BEAUFILS Etienne 25 F; LANSAC Jean-Claude 20 F; FEHR Didier 50 F; BOLUFER-SANCHEZ J. 70 F; RAYNAUD Jean-Marc 150 F; LE TROUHER Olivier 10 F; Gr. JACOB 50 F; BOITELLE Bruno 25 F; CRESSON Pascal 100 F; Gr. MALATESTA 100 F; CRESSON Pascal 100 F; LUZE Robert 50 F; Gr. de BÉZIERS 50 F; BROZENDROFFER 50 F; Gr. PRUDHOMMEAUX 50 F; PORCHER Christian 50 F; SANCHEZ Mateo 50 F; MILLOT Guy 20 F; EXERTIER Philippe 80 F; CHEVTCHENKO Michel 50 F; PARIS Gérard 100 F; COSTES Daniel 50 F; POILEVERT Guy 50 F; POUIL-LARD Jean-Luc 50 F; TENNEGUIN Danièle 100 F; SELLIER Bertrand 150 F; G. VARLIN 100 F; PEYRAT Yves 50 F; Gr. LOUISE MICHEL 150 F; Gr. de MONTREUIL 100 F; ESCOUBERT Gérard 50 F; ABADIE-FEDOU Claude 30 F; FABRE J. 100 F; CHAPEYROU P. 100 F; FERNANDEZ Luc 50 F; PLASMAN François 100 F; LE GUEN Roger 50 F; PIVERT Gérard 25 F.
TOTAL : 4 460 F.

Pour *Le Monde libertaire* 12 pages hebdomadaires, TOTAUX DU MOIS DE NOVEMBRE : 6 692 F.

Dès aujourd'hui, abonnez-vous
au *Monde libertaire*
12 pages hebdomadaires

MEETING

Bilan du montage « Espagne 36 » présenté en Basse-Loire

DU 23 au 28 octobre derniers, le groupe anarchiste d'Aubenas FA a organisé trois réunions publiques sur le thème : *Espagne 36, révolution autogestionnaire*. Chacune de ces réunions étaient composées de deux parties : l'une consacrée à un montage audio-visuel réalisé par la CNT relatant les œuvres constructives de la révolution espagnole; l'autre à un débat sur le montage lui-même ou débordant sur des questions plus diverses (la situation actuelle en Espagne, l'anarchisme...).

Si le nombre de participants (une soixantaine) n'a pas été à la hauteur de toutes nos espérances, le contenu de ces soirées n'a pas été pour autant négligeable et inintéressant. Ce fut le cas notamment à Aubenas avec la présence de deux camarades espagnols exilés, militants de la CNT et demeurant dans la cité minière de la Grand-Combe (Gard). Leurs interventions au cours du débat apportèrent un témoignage aussi émouvant qu'enrichissant pour l'ensemble des auditeurs pour qui cet aspect de la révolution espagnole était totalement

inconnu. Les questions furent nombreuses et les compagnons espagnols expliquèrent, entre autres, que l'Espagne en 1936, ce n'était pas seulement la guerre, mais que c'était aussi un formidable mouvement d'émancipation, tant dans les villes qu'à la campagne. Dans de nombreuses régions, les anarchistes de la CNT-FAI instaurèrent les principes du communisme libertaire. Aujourd'hui, face au nouveau pouvoir socialiste, les anarchistes se doivent d'être présents partout, luttant sans répit contre nos nouveaux maîtres. L'expérience autogestionnaire réalisée à l'initiative des libertaires espagnols en 1936 n'a absolument rien à voir avec le socialisme de Mitterrand ou celui prôné par les autres organisations de gauche, ainsi que par la CFTD.

Dans l'Espagne de 36, les anarchistes et le peuple espagnol ont démontré qu'il était possible de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, afin que tous soient libres et égaux, dans une société sans classe ni Etat.

Groupe anarchiste d'Aubenas FA

UNIVERSITÉ PARIS VIII

MISÈRE... MISÈRE !

NOUS vous avons signalé dans un « en bref » la semaine dernière les difficultés de fonctionnement du département cinéma de l'université Paris VIII Vincennes (transférée à Saint-Denis).

Il est peut-être utile de s'attarder sur les raisons qui ont conduit étudiants et enseignants à se mettre en grève à partir du 28 novembre. L'orientation du département (créé comme l'ensemble de la faculté à la suite des événements de 68) a toujours été originale : intégrer le cinéma dans le système éducatif, établir un rapport étroit entre théorie et pratique, entre l'enseignement et la recherche, accueillir aussi bien des travailleurs que des étudiants à plein temps.

Ceci a permis de diffuser à l'extérieur de l'université films, bandes vidéo, montages-diapos..., réalisés au sein du département. Mais tout ce travail nécessite une technologie spécialisée (studio, salle de projection, caméras, projecteurs, films...), ce qu'aucun ministère n'a voulu reconnaître, puisque cet enseignement a toujours été considéré comme un département de « lettres ». Du fait qu'aucun budget de maintenance n'a jamais été attribué, le matériel d'origine est en mauvais état. Le transfert de la faculté à Saint-Denis a précipité la dégradation des conditions de travail : diminution de près de la moitié de la superficie des locaux entraînant une réduction du budget de fonctionnement, malgré l'augmentation continue du nombre d'étudiants. Cette année, ce budget a été de 51 000 francs (soit moins de 15 francs par étudiant pour l'année), alors qu'en 1969 il était de 80 000 francs.

La construction des locaux par les services de l'Etat, sans concertation avec les utilisateurs, a conduit à des aberrations : par exemple, une salle de projection plus large que longue, fenêtre de projection située à 50 centimètres au-dessus du sol...

Le ministère de gauche n'a pas plus cherché à résoudre ces problèmes que les ministères précédents. Pire, il n'y a même pas cette année (et ce pour la première fois) possibilité de louer un seul film ni d'acheter de pellicule.

Comme les gouvernements précédents, il semble que celui-ci voudrait voir disparaître petit à petit une université qui, si elle

est loin d'être parfaite, a au moins le mérite d'être originale et pas seulement destinée à des étudiants « professionnels ». La politique générale du gouvernement actuel semblait être : « Quand ça gueule quelque part, on lâche du lest que l'on récupérera plus tard, lorsque le mouvement de lutte se sera désagrégé », il y a peut-être un espoir qu'à court terme quelques crédits-aumônes soient débloqués. Mais pour cela, la mobilisation des étudiants et enseignants doit se poursuivre aussi activement qu'elle a commencé.

Des étudiants libertaires
de Paris VIII

A l'Est, du nouveau

En 76, le gouvernement giscardien prenait les premières mesures d'assignation à résidence, en parquant à l'île d'Yeu des Basques espagnols évadés d'une prison franquiste. Cette mesure avait suscité un tollé de protestations, y compris dans les rangs socialistes. Le 10 mai est passé... Les assignations à résidence continuent.

Après l'île d'Ouessant, où la majorité des insulaires avait refusé la présence de militants basques en « liberté » surveillée, c'est le tour des Vosges de recevoir quelques-uns de ces touristes forcés. Deux militants de l'ETA (branche du « Front anticapitaliste »), Francisco Imaz et Juan Luis Zurarrégui, bénéficiant d'une remise de peine de trois mois après leur condamnation à un an de prison ferme en février dernier, sont assignés à résidence au Val d'Ajol. Le choix de ce lieu d'hébergement a, semble-t-il, été difficile. Deferre, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, après avoir consulté quelques personnalités politiques locales, a chargé le préfet des Vosges de trouver un site convenable : une ville de moyenne importance réputée pour son calme, un hôtel pouvant recevoir deux pensionnaires et leur « suite », environ quinze personnes. Parmi cette suite, des inspecteurs de police et des Renseignements Généraux doivent contrôler la « liberté de mouvement » de ces deux réfugiés politiques, afin qu'ils n'imitent pas les premiers Basques assignés à résidence de l'île d'Yeu, en se faisant la belle. En ce domaine, comme en tant d'autres, le socialisme des carismes continue l'œuvre giscardienne.

E. PINLA

NUCLÉAIRE LE PELLERIN CHOOZ

C'est fini !

LE Pellerin, c'est fini — C'est la déclaration que faisait Alain Chenard, député-maire de Nantes, au journal *Le Matin*, le 14 novembre dernier. Qu'en est-il exactement ?

Le ministre de l'Énergie a demandé à la Coordination des comités de défense de la Basse-Loire un dossier sur le Pellerin, qui lui a été expédié le 21 octobre 1981. Notre argumentation est, très résumée, la suivante : Il n'y a pas besoin de centrale productrice d'électricité en Loire-Atlantique

Que défendent les partisans de l'implantation d'une centrale en Loire-Atlantique ? Le « déficit actuel » en matière d'électricité de la région Bretagne-Pays de Loire et les besoins de consommation croissants d'électricité dans les années à venir.

Le déficit est d'abord conventionnel. Dans les chiffres, la production de la centrale de Chinon n'est pas comprise. Dans d'autres bilans d'EDF (Centre interrégional des mouvements d'énergie), Chinon est compris dans ces chiffres, et alors, la « région » n'est pas déficitaire et ne le sera pas davantage en 1990. De toute façon, ce « déficit » provient de la sous-utilisation des centrales existantes. Il faut savoir aussi que la sous-utilisation des centrales thermiques est à mettre en relation avec le plein régime des centrales nucléaires. Il nous semble opportun, avant de construire une nouvelle centrale, d'utiliser à plein rendement celles qui existent, ce qui aurait pour effet un plein emploi de la main-d'œuvre employée actuellement et d'éviter des investissements très coûteux dont la France pourrait se dispenser actuellement.

Les besoins de consommation croissants correspondent à un double gaspillage d'énergie. Les besoins d'énergie sont liés à une production qu'il faudrait repenser dans sa finalité et dans sa réparation.

L'énergie et l'emploi

Au niveau national, le rapport du Commissariat général au Plan (rapport Crémieux), intitulé *Prospective de la consommation d'énergie à long terme* a recensé, secteur par secteur, toutes les formes de gaspillage, toutes les ressources d'inefficacité qui accroissent les consommations d'énergie. Les économies réalisables seraient, d'après ce rapport, si la France s'engageait dans une politique systématique d'économie, de 60 MTEP et permettraient de créer 600 000 emplois (thermiciens, ingénieurs, poseurs en isolation, chauffagistes, etc.)

Une étude du Centre de recherches, d'études et de promotion des technologies appropriées en Bretagne évalue à 15 000 les emplois créables en Bretagne grâce à l'économie de 1 MTEP dans les quatre grands secteurs consommateurs (résidentiel, tertiaire, industrie, transports).

La politique du tout nucléaire accélère la restructuration de l'industrie, en privilégiant les grosses unités fortement productrices de plus-values, elle s'inscrit dans le schéma d'un type de société basée sur le gaspillage, la concurrence effrénée, l'exportation à tout prix, le profit. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, nous sommes opposés au projet de centrale nucléaire dans la Basse-Loire. Opposition maintes fois exprimée aux côtés des populations, de syndicats, d'associations diverses et des municipalités concernées.

Nos luttes, parfois violentes, les informations que nous avons

diffusées, les procès que nous avons subis depuis sept ans ont été déterminants. Le Pellerin ne se fera pas. D'autres sites ont repris notre forme d'action : Plogoff, Chooz, Golfech ont poussé très loin la réplique contre le pouvoir d'EDF, « l'État dans l'État ». Il en a résulté le gel des projets. Depuis, le gouvernement a consulté les communes du site : sept mairies se sont prononcées contre, représentant 98 élus et 26 546 habitants; cinq mairies se sont prononcées pour, représentant 83 élus et 10 210 habitants. Les grandes villes, non consultées, ont réitéré leur opposition au projet : Nantes, le 21 octobre; Orvault le 27 octobre; Reze, le 30 octobre; Saint-Herblain le 13 octobre, Bouguenais... Ce n'est pas l'avis du Conseil général ou du Conseil régional, à fond pour le nucléaire, qui reflète l'opinion de la population. Que voulez-vous, que nos arguments influencent les conseillers de Mayenne ou d'Anjou ? Ils ont tout intérêt que ça se fasse au Pellerin, c'est loin de chez eux.

Le Pellerin ne se fera pas pour une question de sécurité : 400 000 personnes vivent à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres. Le maire de Nantes y est fortement opposé.

Le Pellerin ne se fera pas non plus parce que les élus socialistes lui ont nettement affirmé leur opposition, surtout au cours des campagnes électorales, et il leur serait difficile de reculer à présent.

Alors, le Carnet : ce site, situé en partie sur le Pellerin et



en partie sur Frossay, à 12 kilomètres à l'ouest du précédent site, ne change pas grand-chose à la question. Tous nos arguments développés ci-dessus restent valables. Et il vient s'en ajouter d'autres : il faudra déblayer des sédiments (boue et sable) sur 25/30 mètres de haut sur 70 hectares. EDF ne maîtrise pas la technique de l'étanchéité; le coût serait beaucoup plus élevé (500 millions nouveaux en plus, a-t-on dit) et trois années de travaux en plus. Il faudra acheter tout de suite des terrains pour déposer cette boue... La centrale sera prête en 1993/94, date à laquelle la crise de l'énergie sera surmontée (1985/1990).

Ce n'est pas sérieux, mais de la part d'EDF, on peut s'attendre à tout, à n'importe quelle folie, à n'importe quelle monstruosité. Aussi resterons-nous vigilants, nous reprendrons notre bâton de pèlerin pour aller expliquer à d'autres les nuisances qu'ils devront supporter sans aucune contrepartie positive pour eux, et nous nous serrons les coudes face à la répression policière qui ne manquera pas de se manifester, confiants dans notre force tranquille.

J.J. BREST

... ou les cocus, comptez vous !

A Chooz, comme dans tous les « sites en lutte » contre le pouvoir giscardien, une « explosion de joie et d'espoir » a salué l'élection de Mitterrand.

Le rassemblement des 4 et 5 juillet à Chooz avait plus des allures de kermesse que d'un rassemblement de lutte. L'odeur des frites-merguez faisait oublier trop rapidement celle des larmes. Seuls deux « stands » semblaient ne pas partager l'euphorie générale. Les gentils organisateurs lorgnaient avec un agacement certain vers ces personnages douteux qui, sans avoir demandé « l'autorisation » à personne, s'étaient installés, faisant flotter au milieu de cette fête bon enfant les drapeaux noirs et noirs et rouges de la révolte.

Puis les semaines passèrent, estompant peu à peu l'état de grâce, d'autant plus que des rumeurs de plus en plus alarmantes circulaient dans les chaumières à propos d'un éventuel dégel du projet de Chooz 2. Cependant, d'aucuns, encore trop nombreux, s'accrochaient à l'espoir comme on s'accroche à une épave pour ne pas sombrer dans le doute. Ils mirent un zèle méritoire à rencontrer nombre de députés et hommes politiques, espérant ainsi faire infléchir le cours des Chooz.

Les déclarations officielles sur la construction de Chooz 2 se montrant de plus en plus ambiguës et contradictoires, une « manif » eut lieu à Charleville. Une banderole noire sur laquelle on pouvait lire « Ni nucléaire, ni État » devait attirer l'attention des journaux (entre autres) du coin et leur permettre de trouver le bouc-émissaire rêvé pour les incidents, non prévus au programme, qui devaient avoir lieu : bombage massif à l'intérieur de l'Hôtel de Ville, destruction de la vitrine du centre EDF. Ces incidents provoquèrent un tollé général, y compris au sein du Front commun (1) qui désavoua ce genre d'actions.

Une action en direction de la centrale déjà existante (300 MW) fut prévue pour la semaine suivante. D'éminents stratèges voulaient prouver qu'il était possible de pénétrer à l'intérieur d'une centrale (justifiant ainsi l'accroissement du filage autour des centrales). Ce qui fut dit fut fait. Grâce à l'action concertée de plusieurs pincés coupantes, une centaine de manifestants pénétrèrent sur le site de la centrale... pour en ressortir peu après, une dizaine d'entre eux ayant obtenu l'autorisation de s'entretenir avec la direction de problèmes de sécurité.

Déjà, certains commençaient à se poser des questions sur ce genre d'actions. Après un « rallye-information » en direction des communes belges, un meeting devait avoir lieu à Chooz. A cette occasion, de sérieuses divergences apparurent quant aux actions à venir. La nuit même, deux voitures EDF brûlaient, faisant les frais de ce revirement.

Sans pouvoir préjuger de l'avenir, il semblerait que la lutte actuelle sur le site de Chooz perde son caractère légaliste, d'autant plus que c'est maintenant officiel : Chooz 2 est dégelé.

La CFDT et une association écologiste l'ont déjà compris puisqu'elles n'appelleront pas à la manifestation prévue pour le 12 décembre.

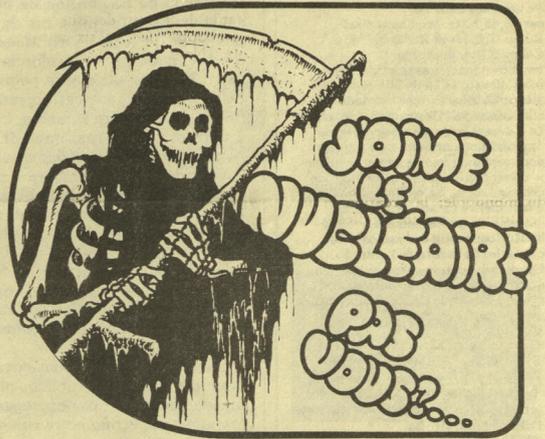
Il est évident que cela commence à gêner certains, encore trop peu nombreux, qui prennent conscience que la lutte anti-nucléaire passe par la lutte contre l'État, qu'il soit de droite ou de gauche.

Une affaire à suivre...

Liaison Ardennes

(1) Front commun contre l'implantation d'une 2^e centrale à Chooz constitué par le PS (ex

ou), CFDT, PSU, Alternative au Nucléaire, Epine noire, Ardennes Ecologie, etc.



GOLFECH

Un goût étrange venu d'ailleurs...

UNE LUTTE QUI MONTE

Golfech tend à devenir le point de cristallisation de la lutte antinucléaire, comme le fut à son heure Plogoff. Depuis le 4 octobre, reprise inespérée et radicale de la lutte sur le site, les actions sont quasi-quotidiennes contre la centrale : cisailage du grillage en plein jour par de petits groupes, sabotages et attentats contre EDF. Une action de renvoi de cartes d'électeurs est menée : même si cette action est assez polémique, ce chantage à l'électorat peut déboucher sur autre chose... Le rassemblement du 29 novembre était donc placé sous le signe de l'action directe, l'objectif étant de nettoyer le site.

UNE MANIFESTATION QUI PROMET

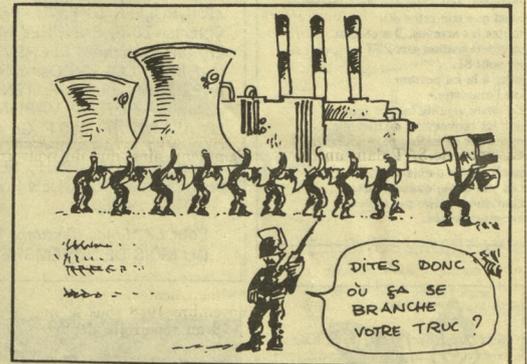
A 15 heures, le hall J. Baylet à Valence d'Agén est comble. Plus nombreux que le 4 octobre, les manifestants sont aussi plus divers : géographiquement, puisque plusieurs sites et de nombreux départements sont représentés; politiquement (déjà la récupération ?) puisque le Mouvement pour une Ecologie politique, la Ligue communiste révolutionnaire, etc., distribuent des tracts.

Lors du court meeting et durant la marche, en dehors des traditionnels « Non au nucléaire, à Golfech comme ailleurs » et « CRS-SS », un violent réquisitoire contre le PS, Mitterrand et la société « socialiste » se manifeste. D'autant plus mordant que de nombreux écolos du coin se sont faits avoir en beauté en participant activement à la victoire de Mitterrand et des députés socialistes... Cela semble leur servir de leçon et promettre un avenir « radieux » aux idées anarchistes dans la lutte à Golfech (et ailleurs ?)

UN AFFRONTEMENT INÉGAL

Néanmoins, sur le pont accédant au site, au seuil de Golfech, les gardes mobiles attendent d'un pied ferme. Malgré des assauts continus, ce mur s'avère infranchissable. Aux grenades lacrymogènes et chlorées succèdent presque exclusivement des grenades offensives qui font plusieurs blessés. Il y a plus de mille gardes mobiles sur le site et aux environs, et plusieurs lances à eau, dont une fait une apparition « psychologique » sur le pont.

La nuit tombant et tout espoir d'accès au site étant perdu, les manifestants se replient lentement, poussés par les grenades qui éclatent dans une foule compacte. Sur le retour, deux barricades sont dressées, le hangar d'une entreprise travaillant pour la centrale brûle. Un sentiment d'impuissance et de colère domine.



AFFRONTEMENTS A VALENCE

Le 4 octobre, les nombreuses actions de sabotage ont toutes lieu sur le site et à proximité immédiate, les gardes mobiles étant dépassés par des attaques éparpillées sur tout le terrain. Le 29 novembre, le pouvoir socialiste s'est donné les moyens de protéger la future centrale et, tout naturellement, c'est à Valence que le refus du nucléaire s'est exprimé. Son expression a d'ailleurs changé puisqu'en dehors d'EDF et d'un pylône électrique, les manifestants s'en sont pris au Crédit agricole et à la gendarmerie. On peut dire que la lutte à Golfech se politise au sens noble du terme et que les alliés directs, non seulement du nucléaire, mais de l'État policier et capitaliste sont visés. La résistance devient hostile à tous les partis politiques, elle a un goût étrange, venu d'ailleurs...

Robert

RADIO-TÉLÉVISION

Dans l'audiovisuel, un Moinot ne fait pas le printemps !

Le projet de réforme de l'audio-visuel devrait être soumis au Conseil des Ministres courant décembre, puis au Parlement début 82. Le rapport Moinot sera la base de ce projet.

Qu'est-ce que le rapport Moinot ?

Le gouvernement a créé une Commission de Réflexion et d'Orientation. Président : Pierre Moinot, président de la Chambre à la Cour des Comptes. Une vingtaine de membres, plus cinq groupes de travail qui ont planché sur : la décentralisation du service public et l'aménagement du monopole; la création et la production audiovisuelles; les techniques nouvelles et la diversification des services de communication audiovisuelle; la situation sociale des personnels et la formation professionnelle; l'action internationale.

Beaucoup de monde fut consulté, dont les syndicats, et bien sûr les patrons (social-démocratie et coutumes bourgeoises obligent !). Précision importante : d'actifs défenseurs des intérêts privés (patronaux) de la Radio-Télévision, comme Jean d'Arcy (directeur des programmes ex-ORTE, service public, et maintenant président GICA, intérêts privés), étaient présents dans la commission elle-même. Ils sont donc parmi ceux qui « conseillent » après le 10 mai 1981 le bon peuple de France dans un domaine essentiel : la Radio-Télévision.

Le contenu du rapport Moinot

Quelques principes de base : 1) le service public de l'audiovisuel est composé :

- d'un secteur public regroupant tous les moyens dont l'Etat a la propriété;
 - d'un secteur parapublic dans lequel l'Etat intervient indirectement par ses prises de positions;
 - d'un secteur privé;
- 2) autonomie;
- décentralisation;
- 4) incitation à la création.

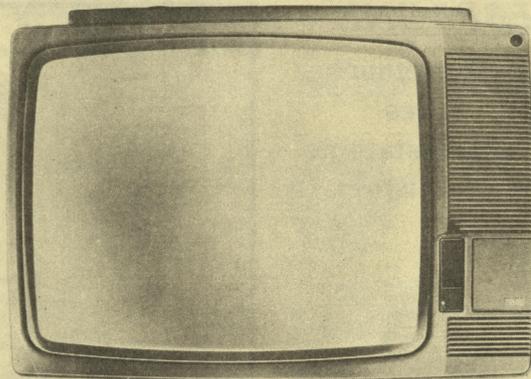
Les structures : pour la commission, l'autonomie implique l'indépendance par rapport au pouvoir politique d'une part, aux puissances d'argent d'autre part. Or, la commission propose de coiffer le service public de l'audiovisuel par une haute autorité

composée de neuf membres qui, en fin de compte, seront tous redevables de leur situation au pouvoir : en effet, trois sont désignés par le président de la République, trois par les têtes de la Cour de Cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, trois cooptés par les six précédents. (Nous voilà mis sous surveillance une fois de plus !...)

Sous la haute autorité, un Conseil national de l'Audiovisuel élabore la charte audiovisuelle (les

me type, d'où la population salariée semble pratiquement exclue. Ni la proposition de Conseils de Surveillance, ni la proposition de Conseils ou Comités de gestion n'ont été retenues. Où est la perspective autogestionnaire du socialisme.

La Radio-Télévision : sont créées des sociétés régionales de radio (22) et, d'autre part, des sociétés régionales de télévision (9 à terme, 3 dans un premier temps) issues de FR3, séparément



règles qui s'imposent à tous), étudié et propose les règles de diffusion par voie hertzienne ou par câbles, les concessions éventuelles de missions de service public au secteur privé, les modes de financement. Il propose aussi la liste (neuf membres) dans laquelle sera coopté le 3^e tiers de la haute autorité, et désigne 1/3 des membres des conseils d'administration des sociétés du secteur public national. Il veille à l'application des règles. Sa composition vise à assurer « une large représentation de la nation, des régions et du public, dans la diversité de ses appartenances culturelles » (soixante membres, dont bien sûr, là encore, une représentation importante du patronat, cette classe sociale dont les motivations essentielles sont, comme chacun sait, avant tout culturelles !). On retrouve dans les conseils régionaux une structure et une composition du mé-

diocrite. Une Société nationale de Radio est maintenue. Une Société nationale de Télévision (SNT) regroupe TFI et A2. Dans l'immédiat, FR3 conserve une structure nationale. La SFP (Société française de Production) devient une filiale de la SNT qui veille à sa compétitivité avec le secteur de production privé, la concurrence économique étant maintenue comme base du système. Là encore, capitalisme oblige, mais officiellement, c'est la « création » qui rend cette concurrence économique indésirable.

L'actuel établissement public TDF (Télédiffusion de France) ne change pas de mission, mais redevient partie intégrante du service public de Radio-Télévision. Une particularité cependant : il est géré à la fois par la haute autorité et par le ministère des PTT (plus une représentation identique aux autres sociétés).

Toutefois, c'est une société distincte qui gèrera les canaux du (des ?) futur (s) satellite (s) de diffusion.

L'actuel Institut national de l'Audiovisuel (INA) est scindé en deux : une partie devient l'Etablissement public de conservation des archives audiovisuelles, l'autre (l'Institut national supérieur de l'Audiovisuel) se veut une université de « l'image et du son ». Il pourrait regrouper en plus des actuels services de formation de l'INA, l'IDHEC et l'Ecole nationale Louis Lumière. Cet institut d'enseignement est placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de l'Education nationale.

On ne sait pas ce que deviennent les actuels services de production de l'INA, ce qui, là encore, en dit long sur la démarche : on ne peut à la fois chercher à sauvegarder les intérêts privés favorisés par Giscard en 74 et se soucier des moyens publics de recherche, d'innovation dans l'expression.

Dans les chaînes radio et télévision, nationales ou régionales, la programmation n'est guère plus pluraliste qu'avant. Le pouvoir appartient toujours aux présidents (nommés pour trois ans). Le Conseil de programmation ne fait que leur mâcher le travail.

Les « radios privées d'initiative locale » sont autorisées à émettre par concession de service public à des organismes sans but lucratif. Elles doivent respecter un cahier de charges (respect de la Charte de l'Audiovisuel), et ne peuvent constituer des réseaux. Les rayons d'émission sont fixés par les conseils régionaux et la Société de Diffusion. La publicité pourrait être autorisée (limitée à 25% des ressources provenant de « publicité de marque »). Les autres ressources devraient être diversifiées et aucune ne devrait dépasser 40% du total.

On sait — et on le voit en ce moment — que les radios « libres » (ou « privées d'initiative locale » pour parler comme la commission) peuvent offrir le meilleur (la « radio sans maître », par exemple) et le pire. La voie (la voix) est étroite entre l'inexistence par manque de ressources et l'étouffement de la liberté

par le fric. On a peut-être un peu vite (avec de bonnes ou de mauvaises intentions) comparé avec la presse écrite. Sur les ondes hertziennes, il n'y a pas de place au même endroit et en même temps pour tout le monde et c'est le plus puissant (celui, donc, qui a le plus de fric) qui brouille le plus faible, quand ce n'est pas TDF qui s'en charge.

Jusqu'à présent, on ne connaît guère que deux types d'organisation des médias audiovisuels : le système étatique, monopoliste ou non, et la jungle capitaliste des systèmes « libéraux », qui aboutit souvent à la constitution d'autres monopoles de fait. En 74, Giscard et Chirac ont ajouté les défauts des deux systèmes.

Le gouvernement actuel et la commission Moinot prétendent innover en créant un service public indépendant à la fois du pouvoir politique et des puissances d'argent. Cependant, parce qu'elle veut à tout prix sauvegarder les intérêts capitalistes, la commission Moinot ne propose pas les solutions satisfaisantes.

Mais quelles sont ces solutions ? Ce débat, essentiel pour l'avenir, ne semble pas passionner le peuple invité à ne donner son avis que sur les vedettes, de l'information particulièrement, ce qui fausse tout.

Le problème de la Radio-Télévision, c'est aussi, en effet, celui de la presse écrite, spécialisée ou non, qui le présente au public en le sous-estimant ou/et en le déformant. Nous devons prendre en compte ce problème et réfléchir concrètement sur les moyens à mettre en place pour instaurer un véritable service public de l'audiovisuel : comment assurer l'indépendance de l'information à l'égard du pouvoir étatique et des puissances d'argent ? Comment assurer le pluralisme de l'expression pour tous les courants d'opinion ? Comment rendre aux utilisateurs, aux citoyens, le contrôle du service public de la Radio-Télévision qui appartient à la collectivité ? Comment donner aux travailleurs le pouvoir de gérer leurs sociétés et briser les hiérarchies ?

J.L. (groupe Varlin et liaison professionnelle ORTF)

SYNDICATS

Répression syndicale au centre de tri de Montrochet

FIN septembre, le SAT (Syndicat autogestionnaire des PTT) distribuait dans les centres de tri du Rhône son bulletin dans lequel, entre autres, il attaquait nommément deux cadres particulièrement odieux du transbordement de nuit. Aussitôt, la section CGT de ce service, se sentant outragée (son principal responsable est aussi un cadre), attaqua vigoureusement le SAT dans un tract qu'elle n'osa pas distribuer, mais qu'elle afficha un peu partout dans le centre.

Profitant du soutien public de la CGT et certainement de celui de la CFDT et de FO, l'administration, en la personne du directeur département des postes, Jean-Claude Rauch, adressa le 4 novembre une lettre aux cadres de Montrochet dans laquelle il leur porta son plus vif soutien. Dans cette missive, il se félicita également de l'attitude des syndicats « représentatifs ». Je cite : « C'est aussi avec un vif plaisir que je constate que les organisations syndicales responsables, seules représentatives de l'ensemble du personnel, ont tenu à flétrir de tels propos. »

Depuis trois ans qu'il existe (2 octobre 78), le SAT, dans les

centres de tri du Rhône, s'est toujours trouvé aux côtés des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications légitimes. A l'heure actuelle, face au consensus avec la direction, organisé par les trois fédérations syndicales : CGT, CFDT, FO, le SAT est la cible privilégiée de l'administration, d'autant plus que celle-ci bénéficie du soutien actif des directions syndicales citées précédemment, ainsi que du pouvoir politique qui ne veut surtout pas d'actions « incontrôlées » dans les entreprises. Jusqu'à présent, les militants du SAT n'ont jamais été inquiétés pour avoir distribué, dans le centre de tri, les tracts de leur syndicat qui est régulièrement inscrit depuis le 29 novembre 1978 sous le numéro 2958 au répertoire départemental.

Partout où ils sont implantés, les militants du SAT se sont toujours battus pour que tous les « mouvements » soient décidés par les assemblées générales du personnel. Dans certains services, comme au transbordement de Montrochet, le SAT regroupe 20% des travailleurs et préconise l'action directe comme moyen d'intervention, ce qui obligea plusieurs fois la direction à céder, comme par exemple durant l'été

80 où, après une nuit de grève sans préavis, elle rétablit la position du cantinier qu'elle avait supprimé à l'escalade de Satolas.

Depuis le 10 mai, les postiers n'ont vu aucune amélioration dans leurs conditions de travail. Au contraire, pendant tout l'été passé, ils ont dû travailler avec un manque d'effectifs important.



C'est une des raisons qui motiva le SAT pour dénoncer deux cadres qui se sont particulièrement distingués pour saquer les travailleurs durant cette période.

Sous la pression de l'encadrement, qui voue une haine féroce au SAT, la direction départementale a décidé de frapper un

grand coup en faisant mettre à ce jour, 26 novembre, par les chefs de service, des PV (demande d'explication) à douze camarades pour, je cite : « Distribution de tracts d'un organisme non reconnu par l'administration » (sic). On se croirait sous un régime fasciste où seuls les organisations syndicales autori-

sées par les oppresseurs peuvent se manifester. En contradiction avec la circulaire n° 54 de juin 1971 qui régit les droits syndicaux dans les PTT, l'administration bafoue les droits les plus légitimes des travailleurs. Même sous Giscard, les militants du SAT n'avaient pas été si durement frappés.

Pourquoi cet acharnement à l'encontre du SAT ? Cette organisation ayant entamé une procédure judiciaire auprès de la direction des postes du Rhône ainsi que du ministère des PTT pour être « reconnue » comme un syndicat à part entière, tout est mis en œuvre par l'administration pour que cette demande ne puisse aboutir, en essayant de marginaliser sur le terrain cette organisation en la traitant de terroriste. Pour cela, dans un premier temps, elle commence par intimider les adhérents du SAT qui font leur travail de syndicalistes en les menaçant de poursuites. Dans un deuxième temps, elle sanctionne les diffuseurs de tracts de ce syndicat, ce qui risquerait, à terme, d'entraîner sa disparition. Bien sûr, me direz-vous, c'est leur affaire. C'est vrai, et les militants du SAT savaient bien que le fait de créer un syndicat qui ne soit pas « dans la ligne » les exposait à de telles représailles. C'est néanmoins la liberté de s'organiser qui est remise en cause à travers ces faits.

La solidarité active de tous est plus que jamais nécessaire pour empêcher la mise au pas des postiers lyonnais.

Daniel



informations internationales



hollande

Manifestation pacifiste à Amsterdam — Amsterdam, 400 000 manifestants ont défilé récemment pour empêcher l'OTAN de déployer ses missiles « Cruise » et ses fusées « Pershing » et exiger le démantèlement des SS-20 soviétiques du côté du Pacte de Varsovie. Une manifestation monstre, comme il y en a déjà eu à Bonn, Bruxelles, Londres et Rome. Mais le lendemain, à Bonn, à l'occasion de la visite de Léonid Brejnev, ils étaient 50 000 à se rappeler que si l'Europe occidentale reçoit sa ration thermonucléaire, les bombes que sa population aura sur la figure seront bel et bien soviétiques. Et comme il n'y a pas de bonne bombe...



Mais tout ne peut pas être ramené à une simple querelle des atlantistes et des pacifistes, les matins du Kremlin continueront à traîner lamentablement leur chapelet de casseroles tant qu'une série de faits resteront en contradiction avec leur doctrine.

italie

La condamnation de Monica Giorgi — Douze années et six mois de prison (dont deux années de remise de peine), trois années de liberté surveillée après incarcération, l'interdiction d'accès aux corps de l'Etat ainsi que tout recours diplomatique et financier s'y afférant, telle est la sanction à l'égard de Monica Giorgi, 35 ans, enseignante, sportive de renom international. Pour les neuf autres accusés (sur les seize, sept ont été relaxés), il y a vingt-six années de prison à répartir entre eux.

Le procès de Livorno, ouvert le 11 mai, concernant la tentative de rapt du fils d'un grand magnat du pétrole, Néri, de la blessure du médecin de la prison de Pise, Alberto Mammoli et d'autres faits revendiqués ou attribués à Azione Rivoluzionaria, s'est achevé le 13 juillet.

La sentence contredit clairement le rouage même du procès au cours duquel les deux chefs

d'accusation se sont écroulés lamentablement.

Nous nous référons aux témoignages des « pentitus » (les repentis) Enrico Paghera et Vincenzo Oliva. Paghera, acculé, s'est contredit plusieurs fois et enfin a déclaré officiellement qu'il refusait de continuer à témoigner. Il sort de scène après avoir voulu lui-même y entrer comme « témoin de la couronne ». Encore plus accablant, si possible, les déclarations de Vincenzo Oliva : ses mensonges sont apparus si clairement que même le président de la cour l'a fait évacuer de la salle d'audience précipitamment. On doit aussi signaler que pratiquement toutes les confrontations sont allées dans le sens de la défense de Monica, au point que les mêmes journalistes de *Il Tirreno* et de *la Nazione* (les seuls ayant été présents à toutes les audiences du procès) n'ont pas pu objectivement condamner Monica. Toute la machination est devenue de plus en plus évidente au cours de sa comparution.

Dans ce contexte, la sentence frappe plus durement les militants anarchistes, elle les conforte dans leur idéologie et leurs activités à l'égard de la défense des détenus politiques. Le procès prend la tournure d'un règlement de compte entre le pouvoir et les marginaux.

En plus de ses activités sportives (elle a appartenu pendant deux ans à l'équipe nationale Azvra), Monica est bien connue à Livorno pour son activité anarchiste, notamment dans la « campagne Marini » au début des années 70. Une activité anarchiste qui, à Livorno, ne peut pas inquiéter un mouvement de gauche déjà établi (au sein duquel le PCI joue un rôle prédominant).

C'est la raison pour laquelle il n'y a peut-être pas eu de mobilisation, tant petite que symbolique, de la part des forces de gauche le lendemain du 23 juin : sigles et croix gammées peints sur les murs, attentat contre l'habitation de la mère de Monica (fort heureusement innocuée), tels ont été cette nuit-là les agissements des groupes fascistes. La déflagration a en outre causé d'importants dégâts aux habitations des alentours.

Pour ces faits, pas de mobilisation, mais il n'en a pas été de même quelques temps auparavant, lorsqu'une action provenant des mêmes groupes a été perpétrée contre les locaux du Parti communiste italien. Ce dernier organisa alors une grande mobilisation anti-fasciste. C'est dans ce climat général qu'a mûri la sentence.

Il fallait que cela soit dit pour que se crée à l'égard de Monica Giorgi un courant de sympathie peut-être, et une action déterminante comme cela s'est produit en Suisse où un comité de solidarité est né, a grandi et souhaiterait avoir une audience internationale.

Pour toute correspondance, Monica Giorgi, carcere speciale, Messina, Italia.

(Traduit du mensuel anarchiste de la Suisse italienne « Azione Diretta »)

ESPAGNE

Le retour des manifestations fascistes

En temps ordinaires, Madrid est une ville où le poids de l'idéologie fasciste est ressenti à chaque instant par les passants. Dans les artères centrales de la ville, sur la « Gran Via » surmontée d'immeubles prétentieux survolés par des aigles en marbre, les petits marchands vendent, en souvenir, des portraits en couleur du général Franco ou de José Primo de Rivera, ou encore de petites insignes de la Phalange.

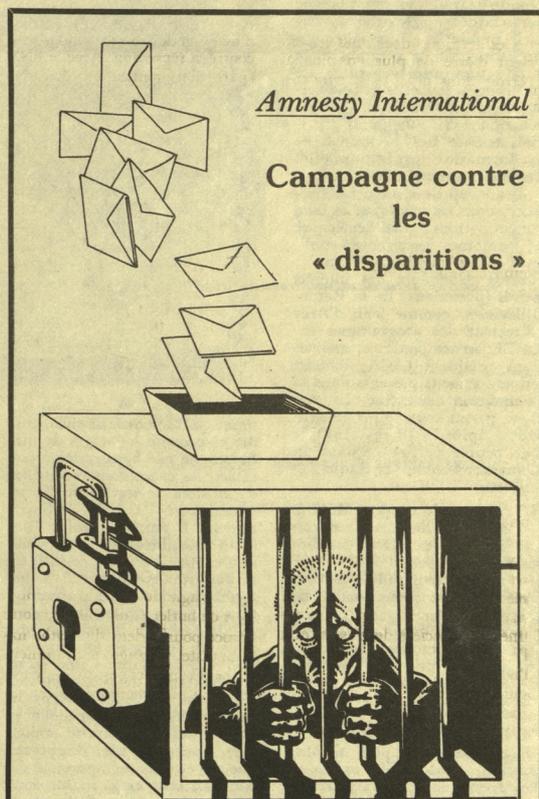
Dimanche 22 novembre, l'extrême-droite avait décidé de faire une démonstration de sa force en hommage au 6^e anniversaire de la mort du Caudillo, jeunes phalangistes en habits de parade — bérêts, chemises bleues, bottes de cuir —, militaires féminines arborant les insignes fascistes ont, pendant deux jours, occupé la capitale espagnole, provoquant des incidents dans les ruelles du centre de la ville, organisant des barrages et des contrôles de véhicules.

Le rassemblement final a réuni une foule de 125 000 à 200 000 personnes, s'unissant sous une forêt de drapeaux et de portraits de Franco autour des dirigeants de l'extrême-droite. José-Antonio Giron, ancien ministre, devait, dans son discours, appeler ouvertement à un « pronunciamiento » civil, pour balayer la démocratie, tandis que le leader de Fuerza Nueva, Blas Pinar, haranguait une foule dé-



chaînée, estimant, dans un style mussolinien, que les maux dont souffre l'Espagne trouvaient leur origine dans les outrages faits à l'armée et à la religion.

Les participants de ce rassemblement étaient sans doute beaucoup moins nombreux que les années précédentes, mais il revêtait cette année une signification bien différente de la commémoration de la mort de Franco. Il s'agissait surtout d'appuyer ouvertement — et c'est ce qui fut fait — les tentatives actuelles de renverser la démocratie par un coup de force civil ou militaire. L'échec est donc à relativiser.



Amnesty International

Campagne contre les « disparitions »

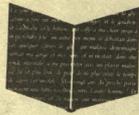
Le 1^{er} décembre 1981, Amnesty International annonce le début d'une campagne internationale visant à dénoncer et faire cesser l'utilisation, par certains gouvernements, de « disparitions » comme moyens de répression d'opposants présumés. Les membres et sympathisants de l'organisation humanitaire vont, dans plus de cent pays, unir leur action pour attirer l'attention sur les pratiques selon lesquelles des milliers de personnes ont été enlevées, soit par les forces gouvernementales, soit avec leur complicité, puis déclarées « disparues ». Depuis une dizaine d'années, des situations de ce genre suscitent la souffrance et la terreur des familles et amis des victimes ou des autres opposants présumés, ont été signalées dans de plus en plus de pays : Chili, Argentine, Guatemala, Salvador, Ethiopie, Guinée, Philippines, Yémen du Sud et d'autres encore. Les tueries perpétrées au Kampuchea par les Khmers rouges et en Ouganda par le gouvernement d'Isi Amin Dada ont également été accompagnées de nombreuses « disparitions ».

On craint que beaucoup de victimes ne soient décédées, mais le caractère particulier de la « disparition » comme outil de répression réside dans le fait que les personnes disparaissent sans laisser de trace, les autorités déclarant n'en avoir pas connaissance. Les familles sont laissées dans l'incertitude, sans même pouvoir porter le deuil. Parfois, un prisonnier récemment libéré rapporte avoir rencontré en captivité l'un des « disparus », mais pour les familles, cela se traduit souvent par un prolongement de l'attente anxieuse qui peut encore durer des années.

Au Guatemala, où des milliers de personnes ont « disparu » au cours des quinze dernières années, de nombreux cadavres ont été retrouvés, mutilés pour empêcher leur identification. En Argentine, où l'on estime à 15 000 le nombre de « disparitions » depuis le coup d'Etat militaire de 1976, tout un réseau de camps de détention secrets a été mis en place dans le pays. La torture y est courante et on craint que peu de détenus n'y survivent, bien que le gouvernement refuse toujours de l'admettre. Des « disparitions » ont également été signalées en Afghanistan, au Brésil, au Timor oriental, en Syrie, au Maroc, au Mexique et en Namibie.

Cette campagne d'Amnesty International est destinée à soutenir les efforts déjà entrepris pour s'opposer à la terreur entretenue par la technique de la « disparition ».

(D'après Amnesty International)



NOTE DE LECTURE

Les insolences anti-patriotiques d'un métèque Editions Distance (1)

O n ne le répètera jamais assez, le nationalisme a toujours été et sera toujours un attrape-couillon de première. Sous couvert d'attachement à un espace, à une culture, à un groupe ethnique, des nuées de pauvres bougres ont, de tout temps, été amenés à faire des sacrifices pas possibles pour obtenir le « droit » de se faire tondre par des raclures bien de chez eux. Pitoyable !

Ces dernières décennies, conscient d'être de plus en plus à l'étroit dans des habits conceptuels d'un autre âge, le nationalisme a tenté, non sans succès, de se refaire une nouvelle jeunesse. Tous les hémiplogiques de l'intelligence politique qui ramment pour l'essentiel sur les galères de la gauche et de l'extrême-gauche furent mis à contribution pour ce lifting théorique, et de leurs cerveaux embrumés sortit la perle rare de la lutte de libération nationale aux couleurs de l'anticolonialisme. En Algérie, à Cuba, au pays basque..., des tonnes de dentifrice anticolonialiste furent déversées sur les chichots pourris du nationalisme pour essayer de leur restituer l'éclat de l'émail. Peine perdue ! Le nationalisme continue irrémédiablement à puer de la gueule. A la bourgeoisie étrangère, il oppose une bourgeoisie du cru, à l'armée d'occupation une armée de libération nationale dotée de toutes les tares de l'institution Armée, à l'Etat colonialiste un Etat national, à une société de classes une autre société de classes, et à l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme... l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme ! Dingue !

Dans ces conditions, s'il est on ne peut plus légitime de dénoncer et de combattre le colonialisme, il est tout aussi légitime pour un révolutionnaire de dénoncer l'impasse nationaliste d'une telle lutte. Le nationalisme, en effet, ne résoud en rien le problème de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, il ne fait que le déplacer dans le cadre de la nouvelle nation. En conséquence, parler la même langue qu'un bourgeois ou qu'un fasciste rouge et résider dans la même région ne nous fera jamais combattre à ses côtés ou sous sa direction au nom de l'intérêt, soi-disant supérieur, d'une patrie à l'odeur forte de racisme. Notre patrie à nous, c'est la terre entière, et si nous nous battons pour l'autonomie des cultures, des ethnies, des régions, des individus..., c'est toujours dans le cadre d'une lutte internationale contre toutes les bourgeoisies, tous les Etats, toutes les armées, tous les exploitateurs et tous les oppresseurs. Qu'on ne compte donc pas sur nous pour marcher dans la combine des luttes de libération nationale qui évacuent l'anti-capitalisme (privé et d'Etat), l'anti-étatisme et l'antimilitarisme, et dont la logique conduit inexorablement au remplacement d'un intolérable par un autre intolérable. Mieux, nous n'aurons jamais de mot assez dur pour dénoncer le nationalisme et son racket sur l'espoir.

L'auteur des *Insolences anti-patriotiques d'un métèque* a lui aussi la dent dure à l'encontre de l'infamie nationaliste qui ronge un pays basque en lutte con-

tre l'Etat espagnol et l'Etat français. A grands coups de scapel, il met à nu la théorie et la pratique du nationalisme, déboulonnant les idoles et les mythes. De ce point de vue, il faut reconnaître que pour qui souhaite froter son esprit critique au nationalisme, le pays basque permet de prendre son pied. Toutes les variétés de nationalismes s'y côtoient, s'y affrontent et, bien sûr, fraternisent l'espace d'un instant, d'une élection ou se solidarisent contre la répression. Avec le PNV (parti nationaliste basque), on peut humer les senteurs subtiles du nationalisme frileux. Avec l'ETA militaire, on peut se plonger corps et âme dans le délire du nationalisme fou. Avec l'ETA politico-militaire, on peut cheminer dans les méandres de la dialectique marxienne. Avec *Askatasuna*, on peut disserter à longueur d'illusions sur la conciliation de l'inconciliable. Et puis, pour ceux qui préfèrent les nuances, il est toujours possible de s'emparer de la tête des rumeurs d'Enbata, d'Iparretarak ou d'Hordago. Simple question de sensibilité !

Comme on le voit, le pays basque a le douloureux privilège de voir parasiter sa révolte par une multitude de nationalismes. Leur pillule donne envie de hurler et de mordre. L'auteur des *Insolences anti-patriotiques d'un métèque* ne s'en prive pas, et ce n'est pas nous qui lui en feront le reproche. Cela étant, dès lors qu'il s'agit de faire autre chose que de hurler et de mordre, notre féroce pourfendeur du mythe nationaliste patauge bruyamment dans les marécages du lamentable, de l'incohérence et du pitoyable. Pour lui, par-delà les divers nationalismes, c'est l'ensemble des idéologies et des organisations politiques ou syndicales qu'il convient de détruire. « Rappelons d'abord que la fonction de tout parti, de tout groupement ou addition d'individus (sportif, religieux, culturel, politique ou autre), c'est d'être un racket au service du capital, dans la mesure où il s'agit de mobiliser, lier, organiser du détail humain pour l'intégrer dans la communauté matérielle capitaliste à l'aide de discours idéologiques bien adaptés. » Bref, notre métèque a tout compris. Tout le monde il est méchant, tout le monde il est vilain, sauf... ! On connaît la musique ! On l'a déjà entendue fredonner maintes et maintes fois par tous les boutonnières de la révolte, et l'auteur du présent ouvrage ne s'est pas particulièrement défoncé pour faire preuve d'originalité. Il a dû lire (rapidement) Vaucigheim, Debord et consorts et, impressionné par le ballet envoûtant des mots, il s'est essayé au style situationniste. Le résultat n'est guère brillant. L'analphabétisme politique criant, et l'annoncement de banalités font de ce livre, malgré le tonique de sa révolte contre le nationalisme, un monument que ne manqueront pas d'adorer tous les rejetons d'une race qui n'est malheureusement pas à l'aube de s'éteindre : celle des imbéciles sans espoir.

Un livre indigent à plus d'un titre, donc. Un livre à lire cependant, car l'absence totale de perspectives qui le caractérise donne envie de hurler à la face du monde qu'entre la solitude

glacée des besogneux du désespoir et le racket de l'espoir, s'étendent les espaces infinis des propositions politiques, économiques et sociales de l'anarchisme.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Editions « Distance », BP 54, 64200 Biarritz.

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 11 déc. à 20 h : *Benjamin Fondane*. Un poète romain.
Le 12 déc. à 14 h : *Californie-Mexique* : une frontière pour deux mondes.
Le 13 déc. à 20 h 40 : *Pour un oui ou pour un non*, de Nathalie Sarraute avec Laurent Terzieff.
Du 14 déc. au 28 déc. : 8 heures, *le métier, image latente d'une société*.
14 déc. à 20 h 50 : *L'image au fond des yeux*, de Maurice Renard. Un conte émouvant et poétique.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 10 déc. à 20 h 30 : *Antoine et Julie*, d'après Simone. Une histoire simple comme la vie et la mort.
Le 11 déc. à 15 h 50 : *Dossier* : l'enfant unique.
« Petite » semaine sur TF1. Il faut dire que le 13 et le 14, on ne vous a pas conseillé *Au bon beurre* de Jean Dutour.
— *A2* : le 11 déc. à 23 h 05 : *Le goût du Saké*, de Ozu. L'influence américaine sur le film traditionnel japonais.
Le 12 déc. à 20 h 35 : *Rioda*, de Sylvain Joubert. Un film inhabituel.
Le 15 déc. à 20 h 40 : *La clé sur la porte*, d'Yves Boisset, sur le thème de l'éducation des enfants et la société permissive.
Le 16 déc. à 18 h : *Le Pilier du ciel*, une directissime de la face ouest des Drus.
— *FR3* : le 11 déc. à 20 h 30 : *24 heures de la vie d'une femme*, avec Danielle Darrieux.
Le 13 déc. à 22 h 30 : *La belle de Moscou*, avec Fred Astaire et Cyd Charisse.
Le 16 déc. à 20 h 30 : *La tour infernale*, d'Irwin Auen. Pour les amateurs de films-catastrophes.

Livres en vente à Publico

<i>Emiliano Zapata</i> , Womack	21 F
<i>Makhno, la révolte anarchiste</i> , Ternon	21 F
<i>Les frères reclus</i> , Paul Reclus	15 F
<i>Cheïlavov</i> , (mouvement bulgare), Balkanski	30 F
<i>La collectivisation</i> , Balkanski	3 F
<i>Les anarchistes face à la réalité</i> , Balkanski	3 F
<i>La lutte sexuelle des jeunes</i> , Reich	8 F



Radio-Libertaire —
Une voix sans maître

TOUS LES JOURS

SAUF LE DIMANCHE, DE 18 À 22 h

Radio-Libertaire Paris, née le 1^{er} septembre de la volonté des militants de la Fédération anarchiste, poursuit sans discontinuer ses émissions depuis cette date. Elle reçoit, par l'intermédiaire de ses animateurs, bénévoles bien sûr, un ou plusieurs invités quotidiens et traite ainsi de thèmes aussi divers que la poésie, la prostitution, le cinéma ou le mouvement anarchiste.

Radio-Libertaire Paris vit par la volonté des militants de la Fédération anarchiste, disions-nous, mais aussi par l'intérêt que lui porte ses auditeurs. Un système d'aide pécuniaire a été instauré, afin de ne pas dépendre des marchands, de la publicité, afin d'être véritablement une radio libre. Vous le savez à présent, des cartes de souscription, nommées carte d'auditeur, sont en vente au 145, rue Amélot, Paris 11^e. Nous nous sommes arrangés pour que ces cartes donnent accès avec réduction à plusieurs caisses de théâtres et cafés-théâtres de Paris et région. Une liste de ces lieux vous est remise lors de l'achat de la carte (70 francs pour douze mois, sans nom ni numéro).

Cette aide est indispensable à la pérennité de Radio-Libertaire. Nous sommes dans l'obligation de rentrer dans nos frais pour ce qui concerne le matériel, et de l'améliorer toujours.

Désireux de mieux connaître nos auditeurs et leur opinion sur Radio-Libertaire, nous avons fait paraître dans le dernier numéro du *Monde libertaire* un sondage. Sachez que ce questionnaire, pour ceux à qui il ne serait pas parvenu, est disponible au 145, rue Amélot. Distribuez-le autour de vous, à tous ceux qui écoutent Radio-Libertaire. Il nous est important de connaître de la manière la plus approchante le nombre de nos auditeurs et leurs critiques, négatives et positives, vis-à-vis de nos émissions.

Radio-Libertaire continuera d'émettre, mais pas sans vous.

Pour les équipes d'animation
Gérard

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

Jeudi 10 décembre : Jean-Pierre Girard (« Les Rimailleurs du gars Jean-Pierre ») et son copain Joset, le vieillard.

Vendredi 11 : les mondialistes.

Samedi 12 : programme musical.

Lundi 14 : Daniel Guérin : lutte de classes sous la 1^{re} République.

Mardi 15 : Yves Frémion (alias Théophraste Epistolier de *L'Echo des Savanes*).

Mercredi 16 : Théâtre de l'Épée de bois. « Ecrits contre la Commune. »

Chronique des plaisirs pas ordinaires

• THÉÂTRE :

Le Grand Magic Circus raconte *Le Bourgeois gentilhomme*, au Théâtre de l'Est parisien, à 20 h 30 les 15, 18, 19, 22, 23, 26, 29, 30 et 31 décembre ; à 15 heures, les 20 et 27 et le 16 à 14 h 30 et 20 h 30.

• CONCERTS :

Font et Val : le 10 décembre au Théâtre Tourny à Marseille (13), le 11 salle Rabelais à Montpellier (34), le 14 au Théâtre municipal de Béziers (34), les 15 et 16 au Théâtre municipal d'Aix-en-Provence (13).

Jean Guidoni : le 11 décembre au Théâtre municipal de Saint-Brieux (22) à 20 h 30.

Djamel Allam : le 11 décembre à la Maison des Jeunes de Saint-Nazaire (44) et le 12 à la salle Robert Desnos, Plaine des Jeux, à Ris-Orangis (91) à 21 heures.

Gérard Pierron : le 10 décembre à Orléans et le 19 à Chatelleraud.

Cuarteto Cedron : le 10 décembre à Limoges (87), le 11 à Joinville (94) et le 16 à Bourges (18) à 20 heures.

Riou-Pouchain : le 10 décembre à la salle Copeau à Saint-Etienne (42), le 12 au Centre culturel de Brétigny-sur-Orge (91) et le 15 à Bourg-en-Bresse (01).

Pascal Auberson : le 15 décembre au Centre culturel de Toulouse (31), Chemin Garric à 21 heures et le 16 au Centre culturel Le Parvis à Ibos, Tarbes (65) à 20 h 30.

Michèle Bernard : le 10 décembre à Montélimar (26).

Louissette Dussault : le 10 décembre à la MJC de Chalon-sur-Saône (71) et le 11 à la MJC Saint-Pierre d'Auxerre (89), à 21 heures.

Marie-Josée Vilar : le 11 décembre à la salle Gérard Philippe à Notsy-le-Grand (93) à 21 heures.

• JAZZ :

Maydance, Quartet Mulligan, Verhees, Castellucci, Cabay (le 15 décembre) et Jacques Pelzer Quartet et M. Van der Esch Quartet (le 16) se produiront au 46, rue Quincampoix, Paris 4^e (Piazza Beaubourg) à 20 h 45. Entrées : 30 et 50 F.

Philippe

SOCIAL

LA PAUSE, COUCOU... LA REVOILÀ

J E me suis frotté les yeux, mais mon miroir m'a détrompé; si la pause avait duré allègrement depuis 1936, les ans s'étaient bien écoulés inexorablement ! Mais qui a dit que les situations ne se renouvellent pas ? J'ai brutalement l'impression d'avoir rajeuni de quarante ans et plus.

La pause ? Le mot a été lâché par Jacques Delors, un ministre jeune et dynamique qui a pas mal navigué avant de trouver son point d'ancrage au ministère de l'Economie où il campa, avec devant lui une belle pancarte, ministre socialiste, qui en recouvre quelques autres. La pause ? Comme autrefois, le mot a fait bondir les vieux socialistes blanchis sous les harmois qui portent Marx dans leur cœur comme le raticon du coin porte l'hostie. Mauroy a senti, par bouffées, les enseignements du petit père Brack lui monter à la tête. Les jeunes loups ont vu, dans la pause, leur ascension stoppée au milieu de l'échelle, pendant que le matou qui sommeille innocemment dans le palais de l'Elysée a battu une paupière en contemplant toute cette agitation, prêt à étendre la patte vers ceux que l'opinion publique désignera comme des trublions !

Mais si le mot a provoqué, à gauche, des mouvements divers, même chez les communistes qui ont oublié que c'est leur « grand homme », Maurice Thorez, qui expliquait en 1936 que « tout n'était pas possible », à droite, la nouvelle opposition s'est déchaînée.

Ce qu'il reste de ce qui fut autrefois la majorité s'est liquéfié ! Autour de Chirac, faux dur à la mâchoire de requin, se serre ce que férocement de Gaulle, au crépuscule de sa vie, appelait « le trop plein ». Les centristes, sans chef, s'amusent avec les gadgets que leur procure leur nouvelle condition d'oppositionalistes. La pause ? Ils vous l'avaient bien dit, eux, que « ça ne durerait pas, que ça ne pouvait pas marcher sans eux ! » Les innocents ! Ils sont les représentants de cette bourgeoisie en décrépitude qui ne peut se prolonger que lorsqu'elle peut encore se payer des mercenaires. Ils rêvent d'élections triomphantes qui leur permettraient de réinstaller leur gros cul dans les fauteuils dorés de la République des copains et des coquins. Ils ont les colères hystériques de ces fins de races qui se cramponnent à leurs privilèges. La vie politique et sociale leur échappe sans qu'il s'en rende bien compte. Oh, pour un temps, ils resteront dans les conseils d'administration où les jeunes loups de la technocratie ont besoin de potiches pour couvrir leurs magouilles ! Un député à rosettes, ça impressionne toujours le petit bourgeois qui apporte son fric. Mais, pour eux, c'est le crépuscule ! Les forces qu'ils ont servies pendant toute leur carrière vont les rejeter comme on rejette un fruit vidé de sa substance. Le capital a la tête froide, et le temps des bonnes manières est passé.

Les notables de la droite classique sont utiles dans les époques où les affaires sont juteuses, les prolétaires raisonnables, les classes dirigeantes solidement installées dans leur

pacote ! Ils rassurent et ils endorment ! Mais lorsque les temps deviennent difficiles, le pognon se détourne des caisses électORALES, cesse de servir à repeindre les vieux partis défraîchis, pour aller s'investir dans des groupements plus musclés, prêts à toutes les aventures. Ce fut le cas en 1934, où, à l'ombre rassurante de Gaston Doumergue, les ligues fascistes s'organisaient en préparant l'assaut des libertés; ce fut le cas en 1937, où encore, après la « pause », la droite musclée prenait à la gorge ce qui restait du gouvernement du Front populaire, en pratiquant le chantage à la patrie. Aujourd'hui, nous en sommes là ! Personne, parmi les affairistes qui dominent la classe dirigeante et disposent des moyens de concentrer le capital, ne peut imaginer un instant remettre son avenir dans les

faut désigner à la vindicte publique, afin de justifier les provocations de cette chienlit. En attendant de remettre le citoyen qui vote à gauche dans le droit chemin à coups de pieds dans le cul, cette vermine se fait la main sur les juifs, sur les arabes, sur les noirs, au nom des grands sentiments, de la patrie, de la supériorité de la race, de la défense de la propriété, de l'Occident, et j'en passe ! Et des messieurs bien, qui ont un compte en banque en Suisse et des biens en dur au soleil, servent de caution à ces crapules qui ont la nostalgie du grand Reich. Ah, je me souviens vers 1934, de ces vieilles culottes de peau à la retraite, la boutonnière cerclée de rouge, le poil blanc et le menton agressif faisant manœuvrer de jeunes imbéciles qui, après être passés par les partis de Déat ou de

deux pas en arrière » qui aurait bien fait rire Lénine, et finalement réduite à la pause, proclamée ou pas ! Cette pause maintient en place tous les éléments qui structurent la société capitaliste et permet à la bourgeoisie de souffler et de préparer des lendemains qui pleurent. « Tempête dans un verre d'eau », s'est exclamé Jacques Delors en sortant se faire récurer les oreilles à l'Elysée. Voir ! En 1940, le caractère légaliste du coup de force, déclenché par Pétain et sa clique, fut assuré par le Parti socialiste qui s'est coupé en deux. Et c'est bien, à nouveau, du côté de ces partis bourrés de notables qui ont pris goût à l'existence représentative, que la réaction exercera sa séduction pour couvrir les méthodes peu orthodoxes de ses arsouilles ! Et pourtant, l'homme qui, en 1940, servait de ciment à ce Parti socialiste, s'appelait Léon Blum et il avait une tout autre envergure intellectuelle que le locataire du Faubourg Saint-Honoré.

Il faut voir les choses en face, sans se faire de cinéma. Avec le jeu électoral, à partir des découpages de circonscriptions auxquels le charcutier Defferre se livre avec délices, les socialistes sont là pour longtemps. Des échecs peuvent les affaiblir, mais renforceront les communistes et, avec les communistes, les banquiers, pas plus que les PDG des multinationales, ne se font d'illusion, eux et quelques autres (dont nous peut-être) iront rapidement méditer « au frais » sur les inconvénients de ne pas adhérer à la « ligne voulue par le peuple français ». La droite radicale ne fait pas un autre raisonnement que moi, et soyez sûrs qu'elle se prépare à la lutte en mobilisant tous ses moyens, Giscard ou Chirac n'étant que les pères de service pour couvrir des opérations plus sérieuses.

Et, déjà, les hommes avertis sentent la fébrilité parmi les groupuscules de droite qui se croient promis au plus brillant avenir et qui détestent et méprisent tout ce marais parlementaire du centre droit comme du centre gauche, incapable de tenir en main sa police et qui laisse sa justice se déconsidérer à travers un procès qui est celui de la fiente parlementaire, judiciaire et finalement morale à la société libérale et d'économie de marché.

La gauche au pouvoir est fébrile. L'affaire de Marseille où il s'est avéré que les débris du SAC étaient à vendre au plus offrant, lui a mis la puce à l'oreille. La valse des mitraillettes et autres pistolets automatiques, qui disparaissent comme par enchantement, a aggravé son inquiétude, mais elle est désarmée par son légalisme, incapable de prendre les devants. Elle sera comme toutes les gauches socialistes de l'histoire, celle d'Espagne comme les autres, obligée d'accepter le combat, le dos au mur sur le terrain choisi par le capital musclé et décidé à tout.

Pessimisme, dira-t-on ? Non, réalisme ! Le capital ne renoncera pas à son privilège. Il faudra l'abattre ou crever !

Maurice JOYEUX

Manifestation du 5 décembre

COMME nous l'avions annoncé dans le numéro 421 du *Monde libertaire*, une manifestation pour la régularisation de la situation des travailleurs sans-papiers s'est déroulée samedi 5 décembre. A l'initiative de ce rassemblement : le Comité de coordination de ces travailleurs immigrés composé de représentants des intéressés.

Rappelons brièvement que ce mouvement est né de la lutte pour l'obtention de contrats de travail pour des travailleurs, tous immigrés, employés au sein d'entreprises de prospectus. Le mouvement de revendications est précisément parti d'une société à Montrouge pour s'étendre par la suite à Montreuil, Ivry, Charenton, Bastille, Marcadet, et dernièrement Aubervilliers. Si dans les premières les travailleurs ont obtenu gain de cause, il se trouve qu'au sein des dernières sociétés ils soient confrontés à d'énormes obstacles d'origine semblable. Ainsi, certains occupent jour et nuit leur entreprise, le patron s'étant éclipse. La lumière et le chauffage sont évidemment coupés; tel est le cas, par exemple, à Charenton.

A Bastille, malgré tout, les travailleurs « campent » sur le trottoir 24 heures sur 24. Les milices patronales, elles, veillent à l'intérieur. Bien entendu, la situation peut être bouleversée d'un moment à l'autre. Les forces de l'ordre n'attendent qu'un mot pour évacuer tout le monde manu militari.

La manifestation de samedi n'a pas eu l'ampleur qu'elle aurait dû mériter. Peu de monde s'est mobilisé, en effet, à peine un millier de personnes est venu apporter sa solidarité. Peu de Français, mais aussi peu de personnes immigrées. Seules des associations de travailleurs tunc et iraniens étaient présentes en tant qu'organisations représentatives. Les différents travailleurs des entreprises de prospectus auront eu, ce jour-là, un faible soutien.

A signaler qu'aucune banderole d'organisation politique, et principalement marxiste, ne s'est manifestée, contrairement à l'accoutumée, pour tenter de s'accaparer une partie des manifestants.

Barbès, La Chapelle, Stalingrad, Jaurès, la place du Colonel Fabien, Belleville et enfin Ménilmontant vers 16 heures, ont été les points-clés du cortège. Un discours expliquant la lutte engagée a mis fin à la manifestation. Parcours calme, en l'occurrence, et sans incident.

La Fédération anarchiste avait appelé à manifester et était donc présente tout au long du parcours. Radio-Libertaire s'est fait l'écho au fil des jours et continue d'informer sur la lutte engagée par ces travailleurs. Ce qui n'est malheureusement pas le cas de la presse et des divers médias qui ont boycotté l'appel de la manifestation. Ainsi, *Libération*, qui dissertait au travers de certains articles, sur la lutte entreprise dernièrement dans une société, à Marcadet (Paris), par d'autres sans-papiers, n'a même pas daigné annoncer la journée du 5 décembre. Le boycott total de la part des médias explique en partie la faible participation à cette manifestation.

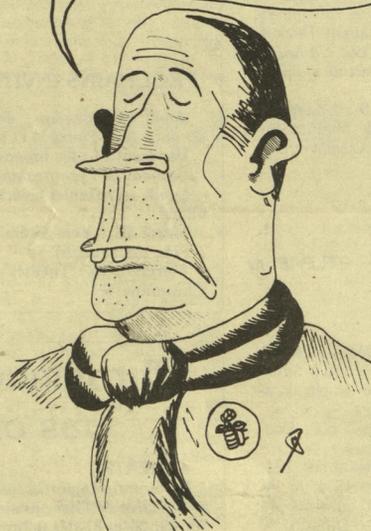
Le mouvement qui est né il y a maintenant trois mois, s'il a connu d'heureuses victoires, risque aujourd'hui, à l'approche du 31 décembre (date de la fin de régularisation de la situation des travailleurs sans-papiers) de connaître, dans l'indifférence quasi-générale, des expulsions en pagaille. Or, ceci ne peut laisser quiconque indifférent. Nous ne pouvons reporter à d'autres lendemains l'apport de notre solidarité effective.

Une nouvelle fois, mais il n'est plus à ça près, le gouvernement aura laissé à la porte ses belles promesses pré-électorales. Ceux qui ont cru aux prophètes socialistes voient leurs espoirs de changement de société s'effondrer au fil des jours. Suivant un principe vieux comme le monde, les causes de l'aggravation et de l'augmentation croissantes du chômage vont être reportées sur les « autres ». C'est-à-dire sur les étrangers. Et derrière les expulsions, on n'en continuera pas moins le commerce des travailleurs clandestins, main-d'œuvre bon marché, souvent inoffensive et malléable à merci.

La Fédération anarchiste continuera sa lutte pour un monde sans frontière. Mais cela dépend avant tout de vous, de votre volonté pour changer radicalement de société.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

FINALEMENT, LORSQU'ON VEUT RÉUSSIR, LES IDÉES "SOCIALISTES", C'EST PAS VRAIMENT UN HANDICAP !



mains d'un Giscard, chirurgien d'une bourgeoisie flappie, ou d'un Chirac, chef de guerre d'une piétaille à l'âme de juteux. Pour la petite monnaie de ces deux personnages, les Lecanuet, les Blanc, les Chaban, les Labbé et quelques autres, ils seront promus au rang de chefs de bureau, si d'aventure un régime de « salut public » étranglait la gueuse. Ce qu'il faut à la droite musclée, ce sont des personnages qui ne reculent pas devant la provocation, l'intoxication, le coup de force, des coupe-jarrets prêts à toutes les saloperies pour assouvir leur appétit de pouvoir. Et c'est ce qu'aujourd'hui la bourgeoisie est en train de mettre en place à l'aide des malfrats embrigadés par le SAC, et des mercenaires qui se sont vendus aux despotes sous toutes les latitudes.

L'intox marche tous azimuts, les malfrats de « France d'abord » volent des armes, stockent du matériel, se livrent à des parades militaires pendant que la presse, arrosée de publicité se répand en accusations contre l'extrême-gauche qu'il

Doriot, allaient se faire tuer quelques années plus tard sur le front russe. Misère, la race des salauds et des imbéciles est impénétrable ! Il ne manque même pas, parmi cette cohorte d'abrutis, une presse sans lecture qui vit à coups d'expédients en attendant la « divine surprise » qui lui permettra de prendre la place de l'autre, la grande, celle de la bourgeoisie libérale, déshydratée par la vie facile !

Naturellement, ça se sait ! Mais personne non plus, à gauche, n'ignorait, en 1936, les visées des personnages qui comptaient la Cagoule. La démocratie socialiste a les mêmes faiblesses que la démocratie libérale, lorsqu'elle se maintient dans le cadre d'un régime; où elle gêne, où elle n'a véritablement pas sa place, où le capital la tolère jusqu'à ce que ses nerfs puissent lui faire le coup du père François. Le cul entre deux chaises, hésitante, mal assurée, la démocratie socialiste, dans le cadre structurel de la société de profit, est réduite aux expédients et à appliquer la formule : « un pas en avant,